n° SPÉCIAL

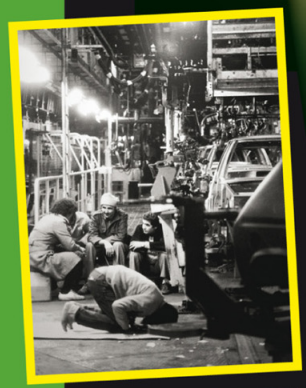
L'INDIGÈNE DE LA RÉPUBLIQUE

Décembre 2013

2€ seulement !

NOS ANCÊTRES, LES IMMIGRÉS

Ces luttes qui décolonisent la France



QUE SE FERME-T-IL AVEC LA FERMETURE DE L'USINE D'AULNAY ?



ENTRETIEN AVEC JOBY VALENTE





LA MARCHE POUR L'ÉGALITÉ, UN MOMENT FONDATEUR



LE SANS PAPIER

DISCOURS DE HOURIA BOUTELDJA AU CABARET SAUVAGE

Discours prononcé le 10 décembre 2008 au Cabaret sauvage à l'occasion du Meeting-Concert organisé par le Mouvement des indigènes de la république pour célébrer le 25ème anniversaire de la Marche pour l'égalité de 1983.

Salam... à toutes et à tous... bonsoir à tous nos amis anticolonialistes et antiracistes qui sont là avec nous ce soir...
Je ne serai pas longue... je sais que vous êtes tous impatients d'écouter Médine... merci à lui d'être là....
Le Mouvement des indigènes a organisé cette soirée pour célébrer ce grand moment de lutte qu'a été la Marche pour l'égalité et contre le racisme en décembre 83.
Si notre mouvement existe, si nous sommes-là aujourd'hui ensemble, c'est grâce à tous ces marcheurs qui ont dit **« NOUS SOMMES ICI CHEZ NOUS ! » « NOUS SOMMES DES CITOYENS DE CE PAYS ET NOUS AVONS LE DROIT DE LE TRANFORMER ! »**
Nos parents y ont travaillé, vécu, lutté... **LA FRANCE EST A EUX !**
NOUS Y SOMMES NES, LA FRANCE EST A NOUS !
NOUS N'ACCEPTONS PLUS D'ETRE DES CITOYENS DE SECONDE ZONE ! NOUS N'ACCEPTONS PLUS D'ETRE TRAITES COMME DES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE !
NOUS N'ACCEPTONS PLUS LES VIOLENCES POLICIERES
NOUS N'ACCEPTONS PLUS LES DISCRIMINATIONS
NOUS N'ACCEPTONS PLUS L'ISLAMOPHOBIE
NOUS N'ACCEPTONS PLUS LA NEGROPHOBIE
NOUS N'ACCEPTONS PLUS LE RACISME
C'est ce qu'ont dit les Marcheurs en 83, ceux de Convergence 84, ceux de la marche de 98 pour la mémoire de l'esclavage. C'est ce que nous disons aujourd'hui.
Les marcheurs nous ont appris une chose précieuse. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous devons prendre le parti de nous-mêmes. Nous devons créer notre propre force politique.ww
Chères sœurs, chers frères, chers amis,
Cette force, sera celle de nos MEMOIRES
Ce parti sera celui de nos morts, Ce parti sera celui de nos martyrs
Le parti qui les ressuscitera
Le parti qui les fera vivre parmi nous
Qui fera vivre leurs combats
Le parti qui va nous transmettre leur souffle.
LE SOUFFLE DE LA DIGNITE, DE LA JUSTICE, DE L'ESTIME DE SOI.
Ce sera le parti de Félix Moumié, ce grand leader camerounais assassiné par la France.
Le parti d'Abdelkrim el Khattabi
Le parti de Lumumba...de Omar Mokhtar...de Ben Barka...
Le parti de Rosa Parks, de Luther King, de Malcolm X...
Le parti d'Aimé Césaire et de Franz Fanon...
De Sankara, d'Amilcar Cabral, d'Abdelkader, d'Ho Chi Minh, de Larbi ben Mhidi, d'Ali la Pointe, de Farhat Hached, de Steve Biko et de Mandela et de Myriam Makeba
Ce sera le parti de Yasser Arafat, de Georges Habache et de cheikh Yassine...
LE PARTI DE YASSER ARAFAT, DE GEORGES HABACHE ET DE CHEIKH YASSINE !...
Notre parti sera le parti des tirailleurs sénégalais assassinés à Tiaroye...
Le parti de nos frères malgaches massacrés en 1947...
Le parti des 300 algériens jetés dans la Seine le 17 octobre 1961.
Notre parti sera aussi le parti de TOUS LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS...
Ceux des usines, des chantiers, du bâtiment...
Ceux qui tenaient le marteau piqueur
Ceux qui plongeaient dans les mines
Ceux qui s'épuisaient à la chaîne ou travaillaient la terre...
Ce sera le parti de tous ceux qui ont résisté en silence...
Le parti de tous ceux qui ont résisté à haute voix
Le parti de tous ceux qui se sont battus pour préserver leurs cultures
De tous ceux qui se sont battus pour avoir des papiers...
De tous ceux qui échouent aujourd'hui encore sur les plages de Ceuta et Mellila...
Ce sera le parti de tous ceux qui se sont battus dans les bidonvilles, les cités de transit, les foyers, et qui se battent encore dans les quartiers.....
Notre parti sera un HOMMAGE PERMANENT à ces hommes, à ces femmes, à leurs luttes, à leurs résistances, à leurs combats.
Chères soeurs, chers frères, chers amis,
NOUS ALLONS CONSTRUIRE UN PARTI POUR NE PAS OUBLIER QUI NOUS SOMMES...
Pour ne pas oublier d'où nous venons.
Nous allons construire un parti pour résister à l'intégration par l'oubli...
Un parti pour maintenir vivantes nos cultures et nos croyances...
Pour les transmettre aux générations qui viennent.
Ce sera ça ou notre disparition morale et collective...
Ce sera ça ou la perte de nos histoires et de nos identités...
Ce sera ça ou l'individualisme et l'égoïsme forcené qui va avec...

NOTRE PARTI SERA D'ABORD LE PARTI DE LA RECONCILIATION. DE LA RECONCILIATION AVEC NOUS-MEMES.

Il sera le parti du RESPECT de nos parents, trop souvent dénigrés.
Un parti POUR CESSER de nous mépriser nous-mêmes...
Un parti POUR ARRÊTER de nous dévaloriser nous-mêmes.
Notre parti refusera toutes ces injonctions contradictoires par lesquelles on nous piège...
Nous refuserons d'avoir à choisir entre cette vie moderne et nos cultures, entre cette vie moderne et la foi.
Notre parti agira pour améliorer notre sort au quotidien, pour construire nos solidarités, pour penser par nous-mêmes, pour peser politiquement dans nos quartiers, dans nos villes et au niveau des centres de décision politique.
Chères soeurs, chers frères, chers amis,
Nous serons un parti anticolonial, un **PARTI DE LA LIBERATION DES PEUPLES...**
Nous serons le parti de **L'ANTISIONISME DECOMPLEXÉ.** Un parti qui affirmera haut et fort son soutien à la résistance légitime des peuples palestinien et libanais contre l'Etat colonial d'Israël.
Nous serons un parti qui lutte contre la françafrique, contre l'occupation et la départementalisation de Mayotte...
Un parti solidaire de nos frères des Dom-Tom, colonisés depuis quatre siècles !
Chères soeurs, chers frères, chers amis,
Notre parti tendra la main aux autres, à tous ceux qui respectent notre volonté d'autonomie.
Ce sera un parti généreux... ouvert... attentif à l'humanité.
Non, nous ne sommes pas seuls ni impuissants. Non, nous ne sommes pas une minorité. Toutes celles et tous ceux qui dans le passé ont combattu à nos côtés et qui aujourd'hui continuent de le faire **SONT NOS SŒURS ET FRERES DE COMBAT.**
Louise Michel est notre sœur, Maurice Audin est notre frère,Jean Genêt est notre frère.
Peter Norman est notre frère. Peter Norman, c'est l'athlète australien, qui aux Jeux Olympiques de 68, a soutenu, au péril de sa carrière, les 2 athlètes noirs qui ont levé le poings.
François Xavier Vershave est notre frère.
Marek Edelman est notre frère. Marek Edelman, c'est l'un des chefs de la résistance du ghetto juif de Varsovie pendant la seconde guerre mondiale, qui a toujours refusé de cautionner le sionisme et l'Etat d'Israël.
Je pourrais en citer tant et tant...
Toutes celles et tous ceux qui ont combattu aux côtés des sans papiers,
Toutes celles et tous ceux qui se sont opposés à la loi contre les signes religieux,
Toutes celles et tous ceux qui protestent avec nous contre les crimes policiers,
Toutes celles et tous ceux qui soutiennent la lutte des Palestiniens, qui se mobilisent contre les guerres américano-sionistes en Irak, au Liban, en Afghanistan et ailleurs,
Toutes celles et tous ceux qui s'élèvent contre le pillage et le dépeçage de notre continent, l'Afrique,
Toutes celles et tous ceux qui défendent le droit des populations des Dom-Tom à choisir leurs destins...
Tous ceux-là sont nos sœurs et nos frères de cœur.
OUI, NOUS SERONS UN PARTI GENEREUX, OUVERT ET ATTENTIF A L'HUMANITE.
Chères sœurs, chers frères, chers amis
Il est grand temps pour nous d'exister sur la scène politique...
Il est grand temps pour nous de surmonter nos divisions.
Arabes, berbères, musulmans, africains, antillais, habitants des cités par-delà nos nationalités, nos cultures, nos spiritualités, **NOTRE COMBAT EST LE MEME, IL FAUT LE MENER ENSEMBLE !**
Il est temps de prendre le parti de nous-mêmes.
CONSTRUISONS NOTRE PROPRE PARTI !
Voilà, ce que je voulais vous dire au nom de tous les indigènes de la république... Merci et bonne soirée.

REPERES CHRONOLOGIQUE DE 1981 A 2013

Année encadrée : Elections Présidentielles

Sens de la chronologie <===<===<===

Année encadrée et soulignée : Elections Présidentielles /Législatives

Année soulignée : Elections Législatives

ÉDITO

Ce journal s'intéresse à quelques luttes emblématiques menées par les populations issues de la colonisation et de l'esclavage. Ces luttes, comme d'autres[1], ont pour enjeux et conséquences de transformer politiquement la France : tout d'abord, dans son rapport à son passé colonial et esclavagiste ; ensuite en dénonçant et cherchant à mettre à bas les inégalités raciales produites par un système politique qui est précisément le fruit de ce passé. Il est certain que chacune des luttes sélectionnées ici, la Marche pour l'Egalité et contre le racisme, les luttes contre les crimes policiers et leur impunité, le combat pour la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité ou encore des luttes plus souterraines dans des usines, ont participé et participent à des avancées en matière de droits et de dignité pour les Arabes et les Noirs de France – et de toutes autres populations racisées.

Ce qui nous intéresse précisément, c'est de montrer comment ces luttes, passées et en cours, posent quelques questions politiques qui sont toujours en chantier : celles de l'organisation et de l'autonomie. Dans la mesure où elles ne sont toujours pas réglées, il nous incombe de continuer à les mettre au travail.

Ainsi, c'est le cas de la Marche pour l'égalité et contre le racisme dont l'importance politique – niée trop facilement par la thèse de sa récupération – est d'avoir mis en lumière l'existence d'un clivage racial au sein même des Français et plus seulement entre Français et étrangers. L'analyse de ses dimensions politiques par Sadri Khiari comme ses réappropriations telles qu'elles sont mentionnées par deux militants de générations différentes soulignent combien la Marche oblige à réfléchir à nouveaux frais à l'autonomie.

Il faut se souvenir, pour rappeler l'importance politique de la Marche, qu'elle a été initiée dans un contexte marqué par la multiplication saisissante d'assassinats racistes, le plus souvent impunis, et qu'elle a permis de réduire le nombre de ces crimes. Pour autant, ils perdurent et avec eux la question de l'organisation nationale des familles endeuillées. C'est justement un des points abordés dans le cadre d'un entretien par Amal Bentounsi.

L'entretien avec Joby Valente évoque, quant à lui, l'expérimentation de différents outils culturels et politiques pour penser les propres enjeux politiques des Noirs en France.

Certes, dans un cadre informel, la rencontre entre la génération des immigrés et celle des jeunes nés ici au sein de l'usine d'Aulnay montre que la transmission d'un esprit combatif et du sens de la dignité est possible, de manière peut-être souterraine, mais efficace.

Cette situation ainsi que les autres luttes mentionnées témoignent de la nécessaire réappropriation des luttes passées et des questions politiques qui les traversent. Elles témoignent également que le mouvement d'ensemble de ses résistances procède d'une même logique d'opposition à la domination blanche et constitue une totalité : la Puissance politique indigène.

[1] Dans la mesure où ce numéro s'inscrit dans une série de numéros thématiques de L'Indigène de la République, ont été mis sciemment de côté les combats contre l'islamophobie, la négrophobie, le sionisme ou encore contre la Françafrique.

TIENBO LE REIN

« Simca sur Paris, six heures grand matin
l'émigré de vingt ans se perd dans l'usine
des rêves – soleil mort – font la chaîne dans sa tête. (...)
La peur du samedi soir camarade éloigné
Lorsque dans la ville on est habillé de nègre et de fatigue
Et la course suffocante entre les bars et les flics. (...)
Un litre de rhum donne couleur à l'horizon
Mais l'âpreté du rire qui cache la déconvenue
Chavire l'horizon en trente mille visages.
Et la vie,
Qui ne tient plus debout,
Comme une cigarette qui pend à une lèvre sanglante,
Qui est prête à tomber,
Va mettre le feu quelque part dans le monde. »

Le poète réunionnais Alain Lorraine

Tiré de son poème « Tienbo le rein » (« tienbo le rein » signifie à la fois « serrons-nous les coudes », mais aussi « rapprochons-nous » (et passons aux étreintes))

SOMMAIRE

- Discours de Houria Bouteldja au cabaret sauvage.....page 2
- poème « Tienbo le rein ».....page 3
- Nous sommes tous des immigrès de Talbot.....page 4
- Que se ferme-t-il avec la fermeture de l'usine d'Aulnay ?.....page 5
- La résistance dominenne en France.....page6
- La Marche pour l'égalité, un moment fondateur.....page 7
- Entretien avec Yamin Makri.....page 8
- De l'art de trancher la main qui m'a nourri .....page 9
- Entretien avec Joby Valente.....page 10
- Le sans-papier.....page 11
- Entretien avec Amal Bentounsi.....page 12

1988 **1ére cohabitation – F.Mitterrand / J.Chirac** **1986**

Grève Faim c/expulsions «**j'y suis, j'y reste** » (juin 1986) =>Jalb – [4]
Cimade Lyon
Loi Pasqua I (entrée / séjour des étrangers) et création des Cours d'assises spéciales

1986 **F.Mitterrand** **1981**

Marche de l'Egalité de 1983 (Vénissieux les Minguettes) [1]
Titre de séjour de 10 ans et ***Aide au retour*** (loi 17 juillet 1984) [2]
Création des ***Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue*** - Jalb (mai 1985) [3]

<=====<=====<=====

« NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRÉS DE TALBOT » Samia MOUCHARIK



Cette photographie est belle et politique. Sa beauté procède précisément de la puissance politique de l'énonciation inscrite sur la banderole : « NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRES DE TALBOT ». Plus encore, cette beauté et cette puissance sont portées par ceux-mêmes qui tiennent la banderole : des enfants et derrière eux, des jeunes de parents maghrébins. Ils proclament être des ouvriers immigrés, mais pas n'importe lesquels : ceux à qui a été déclarée la guerre dans l'enceinte même de leur usine à Poissy à la toute fin de 1983 alors qu'ils étaient en grève. L'usine a vu des affrontements très violents entre ces ouvriers et des miliciens syndicalistes à la solde de Talbot ; elle a entendu fuser « bougnoules au four et à la Seine ». La guerre a été poursuivie par l'Etat qui leur a proposé le retour au pays en échange de leurs droits et de leur dignité.

En proclamant ce 14 janvier 1984 à Paris, « NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRES DE TALBOT », les jeunes qui sont nés en France, n'affichent pas une solidarité au sens d'un soutien qui supposerait une position d'extériorité ;mais une solidarité au sens du partage d'une même communauté.

Le « nous tous » permet à ces jeunes – ici du collectif d'accueil de la Marche pour l'égalité et contre le racisme arrivée quelques semaines plutôt – de rejeter de manière tranchante, avec des lettres tout aussi tranchantes, la tentative de séparer leur destin de celui de leurs parents. A la thèse selon laquelle « les arabes de Talbot ne sont pas des beurs », ils répondent debout et ensemble que « NOUS SOMMES TOUS DES BOUGNOULES », ces mêmes bougnoules qu'on désirait envoyer de l'usine à la Seine – comme un écho sordide au massacre d'Algériens en octobre 1961. Car en même temps que ces jeunes rejettent toute assignation identitaire venant de l'Etat, ils révèlent bien que « immigrés » ne signifie pas autre chose que « bougnoules ». Ils subvertissent ainsi ces deux catégories pour les faire leurs ; à la fois pour combattre le racisme et pour commencer à dessiner les contours politiques d'un « nous ». Comment ne pas faire sienne cette photographie ?

L'Indigène de la République est une publication du Parti des Indigènes de la République. Directeur de la publication : M'Baïreh Lisette. Ont collaboré à ce numéro : Nadia, Atmane, Hsissou, Lalla.H, Aya MasriaDZ, Samia Moucharik, Selim Nadi, Saadane Sadgui,Mebarka, Houria Bouteldja, Youssef Boussoumah ,Mehdi Azda. Iconographie et mise en page : Cobab, Hsissou. Impression : 3A.
Pour nous contacter —
Tél. : 06 28 06 60 35 ; mail : contact@indigenes-republique.fr;
site : www.indigenes-republique.fr ;
Les articles signés n'engagent que leur auteur.
— Imprimé en France.

1995 **2ème cohabitation – F.Mitterrand /E. Balladur** **1993**
Loi Méhaignerie (Code Nationalité) - **Loi Pasqua II** (entrée / séjour des étrangers)
Création du Mouvement Immigration Banlieue (juin 1995)

1993 **F.Mitterrand** **1988**
Révoltes: Vaulx en Velin (oct 1990)-Sartrouville (mars1991)- Mantes/ Narbonne (juin 1991)
Grève Faim c/expulsions (déc 1991) CNDP-Cimade Paris=>**Loi Sapin 31/12/1991 [5]**

QUE SE FERME-T-IL AVEC LA FERMETURE DE L'USINE D'AULNAY ?

SAMIA MOUCHARIK

Le sens de la fermeture de l'usine de PSA-Citroën d'Aulnay ne peut être épuisé par le recours à des explications en terme de stratégie économique. Pas plus qu'il ne peut être appréhendé à partir de la seule précarisation, pour des milliers d'ouvriers, d'une vie qui, il est vrai, s'est construite sur les années de travail dans cette usine. Au regard de la politique qui s'y est menée, la fermeture de cette usine doit être également comprise comme la liquidation d'un lieu historique des immigrations postcoloniales ; plus que cela, d'un lieu où s'est transmise, entre des générations d'ouvriers immigrés ou de parents immigrés, une histoire faite d'oppressions racistes et de résistances pour la dignité. La singularité de l'usine d'Aulnay découle sans conteste de la transmission de cette histoire qui a engendré des ouvriers peu contrôlables, du moins aux yeux de Peugeot-Citroën.

L'usine d'Aulnay est donc un lieu historique à plusieurs titres. Tout d'abord, s'y est mis en place, dès sa création en 1973 par Citroën, un système social oppressif et raciste. La majorité des ouvriers – à côté de Turc, de Maliens – constituée de Marocains ruraux jugés dociles car dépourvus d'une histoire ouvrière et politique, quittaient la dictature de Hassan 2 pour en trouver une autre – les deux dictatures seront d'ailleurs complices dans l'encadrement et le contrôle des ouvriers. Le principe fondateur de l'ordre usinier, tel qu'il a été formulé par les ouvriers eux-mêmes, consiste à « travailler et fermer sa bouche ». Outre les cadences usantes, les tâches dangereuses et les très bas salaires, la politique de Citroën a reposé sur des brimades, des insultes, des humiliations à caractère ouvertement raciste. Ensuite, et peut-être surtout, l'histoire de cette usine est aussi celle de résistances, singulièrement la grande grève de 1982 qui a vu une grande partie de ses ouvriers lever la tête et se battre pour la dignité et le respect de leur personne. C'est une des dernières grandes grèves victorieuses d'ouvriers immigrés en France. Certes, elle est encadrée par la CGT, mais son objet principal ne se réduit pas à des revendications strictement syndicales : la dignité pour faire reculer « l'usine de la peur ». La fermeture de ce lieu historique répond sans grand doute à la volonté de liquider matériellement l'histoire des luttes des ouvriers immigrés, après la fermeture de Renault-Billancourt en 1992.

Ce lieu aurait pu devenir un simple lieu de mémoire, mais l'usine s'est transformée, dans le courant des années 2000, en un lieu de rencontres entre différentes générations d'ouvriers, à la faveur de l'embauche de jeunes ouvriers se rattachant à l'immigration postcoloniale et nés, pour la plupart, en France. Les générations auraient pu coexister ; elles se rencontrent et les anciens racontent l'usine, « la grève de la dignité », les années de remise au pas avec notamment le sacrifice de 800 ouvriers licenciés. Les récits se font dans les ateliers pendant le travail ou les pauses. La transmission de l'histoire se fait aussi lors d'une grève menée en 2007 et qui aura duré six semaines. Pour sa durée, elle sera d'ailleurs comparée à la grève de 1982. Les anciens font part de leurs expériences tant des victoires que des défaites. Ils apparaissent alors comme des figures de pères et de combattants.



Les jeunes s'approprient cette histoire également grâce à un film, Haya, du nom de l'appel de ralliement prononcé en arabe. Ils réussissent à voir dans ce film, au-delà de la version de la grève écrite par la CGT, la présence fière, joyeuse et déterminée d'ouvriers maghrébins, africains ou turcs ; ils y entendent des propos tout aussi déterminés tenus dans leurs propres langues, ou bien en français dans tous les accents. Ce film est leur livre d'histoire, tout comme l'usine est leur université. Simplement, l'histoire qui est apprise est à la fois politique et intime : ce que l'usine a fait à leurs pères.

C'est sans doute pour cette raison qu'en même temps que les jeunes ouvriers reçoivent cet héritage, ils décident d'en faire un usage direct. Connaître intimement le passé de cette usine leur a permis de se penser comme ouvriers de cette usine singulière et de penser ce qui s'y passe au présent. A côté des impératifs liés à la production et à la mise au travail, ils ont identifié d'emblée la politique raciste à l'œuvre et qui se présente comme irréductible à ces impératifs. Ainsi, ont-il pu disposer de repères pour identifier ce qui a perduré de cette politique en dépit des adaptations de l'ordre usinier effectuées précisément pour prendre en compte les nouvelles générations d'ouvriers. Si la direction de l'usine espérait recruter des ouvriers dociles en recrutant des jeunes de quartiers populaires – en région parisienne ou dans les régions avoisinantes – elle ne pouvait totalement les confondre avec la première génération. Pour autant, les jeunes ouvriers ont décidé subjectivement de s'identifier à la figure de l'ouvrier marocain des années 1970, en dépit des différences objectives. Ainsi, la prétendue docilité des ouvriers reposant sur des considérations sociologiques, est-elle mise à bas par cette décision subjective. L'identification aux anciens ne leur a pas seulement permis de penser l'usine, mais également d'adopter un certain nombre de comportements, sans doute en héritant d'un sens de la dignité et d'une combativité collective. En effet, ils ont réussi à soustraire des espaces de liberté à l'ordre usinier. Dans de nombreux ateliers de l'usine, les ouvriers ont imposé de pouvoir parler entre eux pendant le travail ou d'écouter de la musique. Ils organisaient des moments de sociabilité propres à eux en organisant des repas collectifs le vendredi ou la vente de café et de thé. Ce faisant, les ouvriers d'Aulnay ont contesté, à la marge, par ces petites résistances, l'ordre usinier de Peugeot-Citroën. Il se trouve que ce sont des scènes inimaginables dans d'autres usines du même groupe, y compris dans celle de Poissy dont les ouvriers partagent pourtant des caractéristiques sociologiques ainsi qu'une histoire comparable à celle d'Aulnay. Ce qui les distingue est bien la décision de se considérer comme des héritiers.

L'enjeu de la fermeture de l'usine d'Aulnay, qui ne peut être connu qu'à la condition de s'intéresser au point de vue des ouvriers, est bien celui-ci : régler un compte avec des ouvriers jugés si peu dociles et qui avaient eux-mêmes un compte à régler avec l'usine pour ce qu'elle avait fait subir aux anciens.

2002 **3ème cohabitation – J. Chirac / L.Jospin** 1997
150è anniv de l'**Abolition de l'esclavage** - **Loi Chevènement** (entrée / séjour des étrangers) [7]
Affaire **Selmouni c/.France** (Juillet 1999) ; (9) Général **Paul Aussaresses** (06/07/2001) [8]
Loi Taubira (21 mai 2001) : les Traites et les esclavages sont des crimes contre l'Humanité.

1997 **J.Chirac** 1995
Loi Debré (entrée / séjour des étrangers)
Grève Faim c/expulsions - Eglise **Saint Bernard** (23/08/1996) [6]

<===<===<===

LA RÉSISTANCE DOMIENNE EN FRANCE, Sadri Khiari

La problématique culturelle, comme médiation de la question raciale, a constitué une des formes majeures de la radicalisation de ces autres indigènes que sont les populations « domiennes » résidantes en France. Si, dans les entreprises et les quartiers indigènes, Africains, Maghrébins et Domiens se sont retrouvés parfois dans les luttes, dans le reste de l'espace politique ils ont le plus souvent cheminé en parallèle. Immigration afromaghrébine et immigration de territoires coloniaux d'outremer ont semblé, jusqu'à récemment, relever de problématiques politiques différentes. De ce point de vue, sinon indirectement, la Marche pour l'égalité n'a sans doute pas eu un impact important sur les résistances antillaises, le pôle majeur de la résistance ultramarine en France. Il n'en demeure pas moins que celles-ci ont suivi une progression symétrique à celles de l'immigration postcoloniale.

Dans les années 1960, l'agonie de l'économie de plantation, l'exode rural qui en est consécutif, l'approfondissement des différenciations sociales au profit des Békés, la misère et le chômage ont contraint de nombreux Antillais à espérer de meilleures conditions de vie en métropole. Cependant, à ce phénomène analogue par bien des aspects à l'immigration postcoloniale maghrébine ou subsaharienne, s'est ajoutée une politique de transfert autoritaire des Antillais en France au moyen de différents dispositifs institutionnels, dont le fameux Bumidom (Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer), créé en 1961. De nombreuses raisons ont présidé à cette politique et notamment la crainte que les troubles sociaux et les révoltes, comme en Martinique en 1959 et en Guadeloupe en 1967, ne conduisent à une radicalisation anticolonialiste. Le ministre gaulliste Michel Debré lâchera le morceau, en janvier 1972: « La conséquence directe de l'arrêt de l'émigration, c'est une situation révolutionnaire. »

[1]La population antillaise en métropole a été ainsi multipliée par quinze en moins de cinquante ans. Ils sont aujourd'hui plusieurs centaines de milliers installés définitivement en France, voire beaucoup plus, en comptant leurs descendants. Contrairement aux étrangers, les Antillais ont pu postuler pour des emplois dans la fonction publique où ils ont été, jusqu'à nos jours, relégués dans leur grande majorité aux échelons les plus bas de la hiérarchie du travail. Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la politique d'immigration a été infléchie, comme pour les Arabes et les Africains. Leur situation se dégrade alors de manière sensible, suscitant des mobilisations syndicales, marquées souvent par l'articulation de revendications particulières concernant l'amélioration de leurs conditions en France et d'exigences liées au développement économique et social des Antilles.

La première manifestation importante a lieu ainsi le 8 avril 1976, avec comme principal mot d'ordre: « Antillais, Guyanais, Réunionnais, dans l'Action, Arrachons nos revendications. » D'autres luttes suivent en juillet 1977 et février 1978, qui marquent également les progrès de la contestation. Comme c'est le cas des mouvements impulsés par les travailleurs maghrébins et subafricains, les principaux appareils syndicaux ne les soutiennent que très timidement, voire pas du tout. Les tentatives d'exercer une pression à l'intérieur des centrales ouvrières se heurtent à l'indifférence ou au racisme des instances de direction, incitant de nombreux Antillais et ultramarins à s'auto-organiser. Dès la fin des années 1970 se multiplient ainsi les associations constituées sur une base communautaire. En 1980, elles sont trois fois plus nombreuses qu'en 1975; elles étaient plus de 800 en 1987. Dès lors, tandis que l'espace des revendications sociales se restreint avec les restructurations économiques et le recul général du mouvement ouvrier, l'axe des mobilisations antillaises se recompose progressivement autour de l'autodétermination culturelle, raciale et/ou anticoloniale. En tant que Noirs, descendants de déportés africains ou créoles, les « Domiens » s'attachent à retrouver, réhabiliter et enrichir leurs patrimoines culturels, notamment dans le domaine de la création musicale. ils reconstruisent le lien avec l'Afrique et/ou se revendiquent de l'identité créole; ils se réapproprient l'histoire de l'esclavage et la mémoire des résistances antiesclavagistes; ils se mobilisent pour la reconnaissance officielle des crimes de la France esclavagiste; ils exigent des réparations. L'ensemble de ces luttes aboutira à la grande manifestation du 23 mai 1998 qui réunira 40000 personnes à Paris. Le mouvement indigène domien demeure certes fragmenté en de multiples tendances et associations; les courants clairement anticolonialistes en son sein restent minoritaires, tandis que l'intégrationniste y demeure fortement prégnant; la résistance y est souvent conçue sur le mode du lobby et non de l'action politique indépendante; certaines de ses composantes s'insèrent dans les réseaux du Pouvoir blanc. Cependant, malgré ces puissantes tendances régressives, la dynamique d'ensemble de la résistance domienne en France reste ascendante et participe globalement de la croissance de la puissance politique indigène.

Extrait de son livre : La contre révolution coloniale. La Fabrique, 2009.

[1]- In La Traite silencieuse. Les émigrés des Dom, éd. Idoc-France, 1975.

Fresque commémorant les événements de mai 1967 à Pointe-à-Pitre



2012 **N.Sarlozy** **2007** **2007** **J.Chirac** **2002**

Loi Dati : Automaticité des peines plancher

Révolte Villiers le Bel (nov-déc 2007) => **Procès de Villiers le Bel** (Juin - juillet 2011) [11]

LKP : Grève générale en Guadeloupe (Janvier- Février - mars 2009) [12]

Lois Sarkozy - Perben II - Dati [10]

Appel des Indigènes (8 mai 2005) ;

Clichy sous Bois =>Révolte nationale (Oct-nov 2005)

LA MARCHE POUR L'ÉGALITÉ, UN MOMENT FONDATEUR

Sadri Khiari

La Marche pour l'Egalité et contre le Racisme de décembre 1983 a fait beaucoup de bruit sur le moment avant de sombrer dans les oubliettes de la mémoire française. Peu aujourd'hui, y compris parmi nous, s'en souviennent. Certains, cependant, en gardent quelques traces dans leurs têtes. Qu'était-ce déjà ? La « Marche des beurs », un « grand moment de fraternité », l'émergence de SOS-Racisme ? On sait plus trop. Certains la mythifient, oubliant les luttes de l'immigration qui l'ont préparé. Il devient impossible d'en souligner les limites sans prendre le risque de se faire bastonner. D'autres sont plus désabusés ou carrément intransigeants : la Marche n'aurait été qu'un gigantesque spectacle, téléguidé par l'Élysée ou manipulé par les gauchistes. Nombreux, souvent acteurs ou témoins directs des mobilisations des années 1980, en font la critique au regard de ses prolongements ultérieurs qu'ils appréhendent, du reste, avec une sévérité imméritée. Plutôt que de saisir cet événement du point de vue de la dynamique historique – nécessairement longue et contradictoire – dans laquelle il s'est inscrit, ils l'interprètent de biais, à travers leurs propres espoirs déçus, les défaites subies, l'échec – relatif, à mon avis – des projets politiques et organisationnels qu'ils ont eux-mêmes porté ou dans lesquels ils ont cru.

La Marche a pourtant représenté un tournant majeur, un basculement historique ; elle a ouvert une nouvelle période. Depuis 1968, il y avait eu, certes, en France des mobilisations de plus grande ampleur que cette manifestation qui a réuni, selon les estimations favorables, 100 000 personnes ; il y a eu d'autres conflits, des crises sociales parfois bien plus spectaculaires. Il n'en a résulté, cependant, que du bricolage institutionnel. Même quand elles ont été engagées par des partis politiques, les luttes les plus importantes sont restées finalement des luttes syndicales, inscrites dans la continuité républicaine. Polarisées généralement autour de la question de la redistribution des richesses, elles ont rarement contesté, ou alors seulement à la marge, les fondements politiques du Pacte républicain. Les combats dits « sociétaux » ont parfois mobilisé beaucoup de monde ; ils ont induits certaines transformations culturelles, idéologiques, sociales, qu'on ne peut évidemment négliger. Ces évolutions, cependant, apparaissent comme la conséquence de l'onde de choc produite par la grande crise politique de mai-juin 1968 et non comme le résultat de nouvelles ruptures. Quand on en tire le bilan, 25 ans plus tard, l'élection de Mitterrand en mai 1981 n'a pas non plus représenté l'événement historique que l'on dit. Le long intérim assuré, dans les instances de l'État, par les équipes de gauche qui se sont substituées aux politiciens et autres technocrates de droite, s'est inscrit dans la continuité républicaine, rétif même à bousculer les institutions mises en place par de Gaulle. Si l'accession au pouvoir des socialistes a profondément renouvelé le champ politique, c'est peut être uniquement, qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, dans la mesure où elle a accéléré le dépérissement du Parti communiste et, plus généralement, contribué à la dissolution de la puissance politique indépendante de la classe ouvrière et à son potentiel de remise en cause du Pacte républicain, au moins dans certaines de ses dimensions.

Pour le dire avec Sayad1, « l'irruption sur la scène publique, donc sur la scène politique, de la jeunesse de l'immigration » a été, en elle-même, le vecteur d'un bouleversement du champ politique. Elle a constitué, « à n'en pas douter, ajoute-t-il justement, le fait essentiel de cette décennie, l'avant-dernière du siècle. » Elle « marque une rupture» parce que « la revendication des « droits civiques », la revendication de l'engagement politique au sens plein du terme et, par suite, du déplacement sur le terrain proprement politique des luttes qui, traditionnellement, étaient confinées dans le seul espace concédé aux immigrés, à savoir les luttes directement liées au travail et menées sous la bannière du travail, est reprise un peu partout.» Elle « marque une rupture », parce qu'elle accomplit la conscience que « la défense des immigrés, l'amélioration de leur condition, leur promotion sur tous les plans ne peuvent plus être assurées aujourd'hui que si elles se situent délibérément et ouvertement dans le champ politique, que si les immigrés eux-mêmes et, surtout, leurs enfants s'y engagent directement et engagent leur action dans la sphère politique.» Sans projet politique clair, sans stratégie, sans organisation, ne concernant immédiatement qu'une petite minorité de personnes, la Marche pour l'Égalité apparaît pourtant comme le premier événement depuis mai 1968, parce qu'il a amené l'immigration à l'existence politique. Et cette existence politique a questionné la République elle-même, construite sur la négation de l'existence politique indigène. Certes, la plupart des Marcheurs ne la contestaient pas explicitement ; ils se réclamaient bien souvent de ses « valeurs » ; nombreux parmi eux pouvaient encore croire que le pouvoir socialiste était différent de ceux qui l'avaient précédé, qu'il pouvait avoir pour ambition de mettre en conformité le faire et le dire de la République. Cependant, la mobilisation de dizaines de milliers d'indigènes, suivie avec complicité par des centaines de milliers d'autres, a bousculé en pratique certaines des assises fondamentales du Pacte républicain. La nation France, ses contours culturels, son identité ethnocentrée, son rapport au monde, les frontières de la citoyenneté qu'elle a instauré, percutés par les colonisés de l'extérieur trente ans plus tôt, ont été, emboutis par l'irruption des colonisés de l'intérieur sur la scène politique, en décembre 1983. La Marche, indissociable, comme événement, des résistances indigènes qu'elle a galvanisées, indissociable également de la contre-offensive qu'elle a suscitée, a fait tout bonnement chavirer le champ politique hexagonal ; elle l'a transfiguré. Bien calée depuis les années 1960 sur les luttes internes au Pouvoir blanc malgré les poussées des luttes de travailleurs immigrés, la scène politique s'est retrouvée à nouveau charpentée autour de son axe national-racial. Non pas que celui-ci ait auparavant cessé d'exister ou de déterminer la réalité politique française, mais il ne s'exprimait plus directement comme l'un des ressorts majeurs des conflits d'hégémonie à l'intérieur des frontières de l'Hexagone. Désormais, deux plans de conflits se chevauchent et se croisent, sans jamais se confondre, le plan des luttes politiques « traditionnelles » ou républicaines et le plan des luttes décoloniales. La Marche a ainsi représenté l'acte de naissance d'un rapport de force indigénal, enraciné immédiatement et durablement dans la réalité hexagonale, le moment de cristallisation d'une nouvelle matérialité politique, d'un nouveau rapport de force racial. Elle n'a pas été, comme beaucoup d'entre nous le déplorent, une « occasion manquée », une défaite à cause de ces imbéciles de SOS-Racisme et autres conspirations mitterrandiennes, mais un formidable point de départ, malgré les imbéciles en question, malgré les manœuvres socialistes. La Marche a ouvert un nouveau cycle politique en France, lui-même scandé par des cycles plus court de luttes, d'offensives et de contre-offensives, de déplacements des fronts, de périodes d'avancées et d'autres de retraits ou de cessez-le-feu provisoire, opposant les forces indigénales et les forces blanches.

Cette première grande offensive indigène s'est développée jusqu'aux années 1990. Elle a pris dans un premier temps, la forme de nouvelles marches sur Paris (Convergence 84 pour l'égalité, en 1984, suivie l'année d'après par la Marche pour les droits civiques). Toujours imposantes, elles ont cependant rassemblé moins de monde que la Marche de 1983. On y a vu à tort, à mon avis, le signe d'un déclin, de l'effet mortifère des divisions. Ce n'est pas le cas, même si les divergences qui ont opposé les différents pôles indigènes engagés dans la résistance ont pu effectivement susciter des désenchantements, inéluctables, en vérité, au lendemain d'un grand mouvement de mobilisation. Ce qui a assurément décliné, par contre, c'est le soutien des courants de gauche qui

Suite page 8...

F.Hollande **2013**

=>Procès de Villiers le Bel (13/09/2013)

[1] Première initiative nationale du genre, la Marche pour l'Egalité et contre le racisme, dite Marche des beurs, s'est déroulée en 1983. Au cours de celle ci, un touriste algérien, Habib Grimzi est défenestré du train Bordeaux –Vintimille par trois apprentis légionnaires. L'abomination de ce crime donnera une résonance tragique à la Marche de L'Egalité . Sur une période de 18 mois, 48 jeunes seront tués !

...Suite de la page 7

appréciaient dans la « Marche des beurs » les illusions intégrationnistes qui l'ont caractérisé. Les manifestations suivantes, plus fermes dans leur volonté d'autonomie politique, ne pouvaient que rompre le consensus apparent de l'hiver 1983, dissuader les Blancs de s'engager dans le mouvement (pour l'appuyer ou le « récupérer ») et inquiéter certains des nôtres, encore prisonniers de leurs illusions républicaines. A posteriori, c'est toujours facile à dire, mais il me semble vraiment que le choix de la clarté politique était justifié, quand bien même il devait conduire à amoindrir les capacités immédiates de mobilisation. A l'espoir, chimérique, qu'il suffisait d'un gigantesque « tous ensemble » à Paris pour influencer la politique, se sont substituées de multiples tentatives d'organisation, de définitions politiques et d'élaborations stratégiques, dont il est vain de penser qu'elles pouvaient progresser de manière linéaire et aboutir rapidement sans polémiques, sans heurts et sans divisions. Celles-ci ont découragé nombre d'entre nous, mais elles étaient inévitables alors que naissait à peine le mouvement et qu'il devait – qu'il doit encore ! – s'inventer lui-même, s'arracher aux forces blanches, construire son propre espace politique, son propre regard, avant de pouvoir s'unifier durablement. Il faut au contraire se féliciter que, malgré sa jeunesse, celle de son apparition et celle de la plupart de ses membres, malgré la faiblesse de ses acquis politiques et de l'expérience accumulée, malgré la puissance de l'hostilité qu'il a suscité, il a pu néanmoins continuer pendant au moins une dizaine d'années à produire un foisonnement de cadres de résistance organisés ou de réseaux plus ou moins informels, capables d'intervenir sur de nombreux plans – social, politique, culturel, spirituel – et d'agir sous différentes formes – constitution de mouvements indépendants et autres associations, luttes « sur le terrain », incursions dans le champ médiatique, expérimentations électorales, ou tentatives d'infiltration des partis blancs. Ce qui est décisif dans cette période, ce n'est pas leurs hésitations politiques, l'éclatement des résistances, leur incapacité à s'unifier autour d'un projet clair, la dépendance de nombre d'entre elles par rapport aux forces blanches. C'est bien plutôt, dans un contexte de recul des luttes sociales et politiques en France qui durera jusqu'au milieu des années 1990, leur profusion, la floraison de ses formes et de ses domaines d'intervention, la jeunesse de ses acteurs, la pléthore des personnes directement engagées dans ses luttes, qui les ont appuyées un moment ou seulement observées avec sympathie, le rayonnement des idées nouvelles. Surtout, à travers tout cela, ce qui a été cruciale, c'est que du fait même que de nombreux indigènes se sont engouffrés dans le champ politique, une problématique réfractaire à l'ordre national-racial s'est trouvée posée.

Extrait de son livre : *« La Contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy », janvier 2009 aux éditions La Fabrique.*

ENTRETIEN AVEC YAMINE MAKRI

Yamine Makri, millitant des luttes de l'immigration, est né en 1963 dans une famille d'immigrés algériens. Il est l'un des co-fondateurs de l'Union des jeunes musulmans en 1987. Par la suite, il crée les Editions Tawhid, maison d'édition spécialisée dans les sociétés arabes et l'Islam. Ses réflexions portent plus largement sur le lien entre le militantisme politique et la pratique de l'Islam. Il a ainsi fondé l'Union française des consommateurs musulmans en 2011. Il a également participé au lancement en 2002 du Collectif 69 de solidarité avec le peuple palestinien et il a participé en 2011 à la seconde flotille pour briser le blocus sur Gaza.

Pourrais-tu en quelques mots présenter ton parcours politique ?

Je suis Lyonnais de naissance et issu d'une famille algérienne. Mon père est venu ici en 1954, alors qu'il avait 16 ans. Je fais donc partie de ce qu'on appelle la « seconde génération », appelée autrement la génération « issue de l'immigration » même si on continue à appeler ainsi les cinquième et sixième générations. Mon père a vécu, comme tant d'autres, dans des foyers de travailleurs. Il a fait partie des militants pro-FLN qui ont fait le travail de résistance contre le colonialisme français, et cela depuis la France. Mon père était donc imprégné par la résistance anticolonialiste. Même si mes parents m'en parlaient peu, j'ai tout de même été influencé par cela, car en tant qu'enfant, tu reçois tout de même des bribes d'informations. Très jeune, j'ai donc beaucoup lu, notamment sur la lutte pour l'émancipation des peuples, que ce soit dans les pays arabes ou autres. Dans le même temps et très tôt, je suis rentré dans la pratique religieuse. La pratique musulmane est devenue un élément central dans ce que je faisais et donc dans mon militantisme.

Au moment de la « Marche des beurs », j'avais 20 ans et je ne vivais pas à Vénissieux, mais à St Fons. Je n'ai pas participé à cette Marche, étant plutôt dans une position d'observateur. Par contre, cet événement m'a beaucoup touché.

Même observateur, comment te positionnais-tu à l'époque sur cet événement ?

À l'époque, la Marche m'apparaissait essentiellement comme un « mouvement de consciences » important. La Marche représente à la fois une prise de conscience de la part de la société française et de la part des concernés. Pour les derniers, la Marche a permis de prendre conscience que si je suis chez moi, j'ai le droit de déplacer une table parce que je pense qu'elle n'est pas à la bonne place.

Je suis parti ensuite étudier en Algérie, ce qui m'a permis d'avoir une prise de conscience un peu plus affinée sur la question identitaire. Je me suis rendu compte, en quittant la France, que j'avais tout de même un attachement à celui-ci, malgré tout le rejet que l'on pouvait subir en France. Une fois rentré ici, j'avais mûri et je ne pouvais plus concevoir ma vie en dehors d'un engagement. Pour moi, un engagement n'est pas uniquement politique ; il ne peut qu'être global. Je ne fais aucune distinction entre l'engagement religieux, politique, civique... S'il y a une distinction entre ces différentes sphères, il n'existe pas pour autant de séparation. Il y avait donc pour moi, un engagement évident et orienté plus particulièrement vers la population à laquelle je m'identifiais. Un « conflit » traversait cependant l'intérieur de la communauté. Pour la première génération, il fallait avoir le moins de contact possible avec la France, alors que nous, nous recherchions l'interaction. Nous étions rejetés de deux côtés. D'une part, par la société civile française. Lorsque nous nous présentions en tant qu'association islamique, on nous rétorquait : « mais, si vous êtes une association islamique, pourquoi venez-vous nous voir ? Allez plutôt dans les mosquées ». D'autre part, nous étions rejetés par une partie de la communauté, car nous voulions que les lieux communautaires soient plus en en interaction avec le reste de la société. Voilà donc, la base de tout mon engagement.

Et quelle est ta position actuelle sur la Marche ?

Il existe selon moi un grand danger dans lequel il ne faut pas tomber, et qui fait partie de l'entreprise de domination : il ne faut pas segmenter son histoire. Il ne faut pas nier les échecs mais il ne faut pas renier ceux qui nous ont précédés. On passe hélas notre temps à renier la phase précédente et ce n'est pas comme cela qu'on construit une identité. Il faut voir notre histoire comme une continuité. Fragmenter notre histoire revient à fragmenter notre identité. Il ne faut pas avoir une lecture purement politicienne du mouvement et le réduire à sa récupération. Il y a des mouvements de fond beaucoup plus importants que les récupérations minables des socialistes et des sionistes.

[2] Le Titre de séjour de 10 ans(Loi du 17-07-1984 de l'Ordonnance du 02-11-1945 relative aux étrangers)est l'un des acquis essentiel de la Marche de l'Egalité que ne manquera pas de remettre en cause, le gouvernement Chirac par la Loi Pasqua I (Loi 09-09-1986) L'Aide au retour (loi 17-07-1984) est la version socialiste du « Million Stoléru - 1977 » pour inciter les étrangers au retour définitif .

[3] En 1985, des militants lyonnais s'autoproclameront Jeunes Arabes de Lyon et Banlieues (JALB), s'inscrivant sans détour dans la lignée des luttes de leurs aînés marquant ainsi leur rejet d'une esthétique Beur parisienne aux prétentions intégrationnistes.

<===<===<===

DE L'ART DE TRANCHER LA MAIN QUI M'A NOURRI.

Selim NADI

"Les mains mutilées, empalées, empilées, gangrenées
à genoux, sans raison enchainées
qui ont tenu bon même à bout et dominées
je suis fière d'avoir les mêmes que celles de mes ainés"
Casey, "Mains noires"

Comment aborder la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 lorsque l'on est trop jeune pour l'avoir vécu ? Et surtout, comment aborder un événement majeur dans l'histoire des luttes de l'immigration alors qu'il ne constitue pas l'axe central du champ politique dominant donc qui m'a été pendant très longtemps familier ? Cette réflexion se propose de remettre la Marche de 1983 à sa juste place, à savoir une place centrale dans ma vision de la politique..

Pour ce faire, je propose de revenir sur ma politisation.

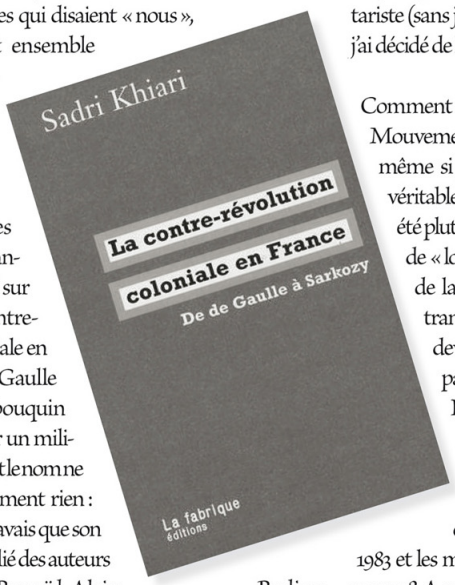
En tant qu'arabe ayant grandi parmi des blancs, le risque est fort de se prendre pour un blanc, de devenir un « arabe de maison » et de mépriser les « arabes des champs ». Venant d'un milieu plutôt favorisé (côtoyant ainsi des petits camarades blancs à l'école), ma politisation s'est effectuée par le prisme blanc et plus précisément par l'entrée dans la gauche dite « classique ». J'étais donc redevable aux blancs de ma politisation. Au lycée, on m'a parlé de Mai 68 et des ouvriers et étudiants qui avaient ébranlé le pouvoir. Mes modèles étaient tous blancs : Trotsky, les communards, Bensaïd, Howard Zinn … La seule figure non blanche qui me soit parvenue a été Malcolm X, par le biais du film réalisé par Spike Lee.



C'est ainsi que je ne comprenais pas le refus des noirs et des arabes de s'engager dans la lutte aux côtés de camarades blancs. Mon admiration allait pour les mobilisations communes et je n'ai jamais rien trouvé à redire au fameux slogan : « travailleurs français, immigrés : même patron, même combat ». Quel(s) intérêt(s) avaient-ils à rester « entre eux » ? Certes j'admirais beaucoup les Blacks Panthers (enfin, pour ce que j'en savais), mais ils m'apparaissaient sous la forme fantasmatique de militants d'inspiration marxiste qui allaient botter le cul de l'oncle Sam. Le fait qu'ils soient noirs était secondaire. J'idéalisais la figure du militant Black Panther, noir à la coupe afro qui ne se laisserait désormais plus faire. En revanche, j'étais très mal à l'aise face à l'idée que le Black Panther Party qui était d'inspiration marxiste se veuille un parti exclusivement noir. « Les blancs ne sont pas tous mauvais et il y en a même qui ont honte d'être blancs à cause de ce que vous subissez : intégrez les donc à votre lutte », voilà ce que je me disais.

Il est certain que pour moi, les luttes non-blanches se déroulaient de l'autre côté de l'Atlantique. Certes, enfant, j'ai été confronté à des actes racistes mais sur les bons conseils de mes amis blancs, je m'obligeais à les ignorer parce qu'ils auraient été le fait de « cons ignorants ». Moi, j'irai à l'école, je réussirai bien et je leur prouverai qu'on peut être arabe et s'intégrer.

C'est précisément de ce besoin d'intégration au champ politique blanc dont j'ai réussi à me défaire avec le temps « On sait bien que tu n'es pas blanc, mais si tu fais des efforts on pourra faire "comme si" … ». Non, je ne suis pas blanc ! C'est la leçon que m'ont donné les Marcheurs de 1983. Ces frères qui disaient « nous », qui marchaient ensemble et qui se mobilisaient sur des questions qui leur étaient propres.



Au gré de mes rencontres militantes, je suis tombé sur un livre, La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy. Ce bouquin avait été écrit par un militant tunisien dont le nom ne me disait absolument rien : Sadri Khiari. Je savais que son éditeur avait publié des auteurs comme Daniel Bensaïd, Alain Badiou et Jacques Rancière que j'appréciais. Il y était question de la Marche de 1983 d'une manière peu orthodoxe. Il ne faut pas surestimer la place d'un ouvrage dans notre formation politique, cependant il a réellement bouleversé ma manière d'appréhender la place que j'occupais dans le champ politique. Le chapitre sur la Marche de 1983 était intitulé « Du marronnage au Jihad. Les métamorphoses de la Puissance indigène ». Marronnage ? La définition de « marronnage » sur Google. La définition wikipédienne du « marronnage » comme « le nom donné à la fuite d'un esclave hors de la propriété de son maître en Amérique, aux Antilles ou dans les Mascareignes à l'époque coloniale »1 , m'a permis de comprendre l'importance qu'il y avait pour les non-blancs du début des années 1980 à se mobiliser.

On a beau se prendre pour un blanc, on reste un arabe. Lorsque l'on se retrouve devant l'obligation de légitimer chaque prise de position, on se rend compte des limites de sa place dans le champ politique blanc, qui a son propre espace-temps. Sur la Palestine, non je ne suis pas antisémite ; sur le voile, non je ne suis pas un islamiste qui tricard sa petite sœur ; sur les révoltes de banlieues, j'ai toujours dû m'expliquer … On a beau évoluer dans le champ blanc sous couvert d'une image de « beur », on reste un indigène. J'ai pris conscience que la libération des indigènes ne peut que passer par l'organisation de ceux-ci. Et donc par l'autonomie. La réaction d'une grande partie des acteurs du champ politique blanc à cette revendication d'autonomie a fini par me convaincre de cette nécessité. Cette réaction prenant la forme de la fameuse accusation de communautarisme. Après avoir longtemps voulu prouver que je n'étais pas communautariste (sans jamais comprendre ce que cela voulait dire) j'ai décidé de l'assumer.

Comment ne pas alors être saisi par la création du Mouvement des indigènes de la république (MIR), même si j'ai mis du temps pour comprendre son véritable projet et ses enjeux. Ma vision du MIR a été plutôt confuse puisque je l'assimilais à une sorte de « lobbying » auprès des mouvements et partis de la gauche blanche. Et lorsque le MIR s'est transformé en parti pour devenir le PIR, je suis devenu aussitôt méfiant. Pourquoi créer un parti indigène ?

En fait, je ne m'étais pas rendu compte que la question du parti et du militantisme politique ne se posait pas de la même manière pour les blancs et les non-blancs. Quelle différence existait-il entre les Marcheurs de 1983 et les manifestations « classiques » avec drapeaux rouges ? A priori aucune ! Mis à part que d'un côté on trouve des immigrés et enfants d'immigrés et que de l'autre, on trouve des souchiens. On pourrait me rétorquer qu'il y a des travailleurs noirs ou arabes qui manifestent également dans des syndicats « classiques » et qu'ainsi il serait exagéré de qualifier ce champ politique de blanc. Cependant, j'ai réalisé que le champ politique dans lequel luttent des camps antagonistes est blanc et ce n'est pas parce que des non-blancs luttent auprès de militants blancs que l'espace-temps dans lequel ils luttent n'est pas lacté. J'ai du coup réalisé qu'était nécessaire l'existence d'un autre espace-temps politique, celui des indigènes.

J'ai donc mis du temps à couper la main blanche qui m'a nourri. Si le champ politique blanc a failli m'écraser, désormais, il se prendra des coups dans la tronche à chaque fois qu'il tentera de nous enrôler afin de nous empêcher d'exister politiquement. Car nous en avons encore des privilèges à abattre !

[4] La Cimade est une association nationale de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et demandeurs d'asile. Le Père Christian Delorme et Jean Costil de la **Cimade-Lyon** seront les artisans du **Titre unique de 10 ans** qu'ils intègreront dans les doléances de la **Marche pour l'Egalité.**

[5] En 1990, le **CNDP** (le **C**omité **N**ational contre la **D**ouble **P**eine) entame de front, une résistance quotidienne contre les expulsions du territoire. (Loi Paqua I-II – Loi Méhaignerie 1994 – Loi Debré 1996 – Loi Chevènement 1998). La **Loi Sapin 31/12/1991** énumère les catégories d'étrangers pour lesquelles la peine d'interdiction du territoire français ne peut être prononcée (**Art. 131-30-2 du code pénal**)

Entretien avec Joby Valente, grande figure des luttes antillaises et noires depuis les années 1960. Co-fondatrice du Mouvement pour une Nouvelle Humanité et du Parti des Indigènes de la République. Elle est également chanteuse et actrice menant ces deux activités avec des principes politiù

L'ÉVEIL Ë LA POLITIQUE

Je suis née en Martinique, dans une petite commune nommée Fonds-de-Saint Denis. Un proverbe de chez nous dit « Chaque tête, chaque esprit », et il est certain que je suis née avec une tête de « kamikaze ». Depuis enfant, j'ai toujours été assez rebelle mais disciplinée du fait de mes parents. J'ai contesté assez tôt ce qui était injuste, même si j'étais punie pour ça. Une image qui est restée gravée dans ma tête et qui a fait peut-être de moi ce que je suis. A l'entrée de mon église, se trouvait une grande statue de St Michel pointant une lance en direction du diable qui se tenait à ses pieds. Ce diable était noir. Enfant, j'étais interpellé par la noirceur du diable. Je ne comprenais pourquoi il était noir, pourquoi nous étions comparés au diable, alors que je voyais mes parents pleins d'amour, de charité. Il était impensable pour eux de ne pas laisser de la nourriture au cas où passerait un voyageur n'ayant rien à manger. C'est en grandissant que je me suis demandée ce que je pouvais faire pour changer la donne.



Après mes études, j'ai enseigné à Biskra en Algérie, de 1959 à 1962. Ces quatre années dans les Aurès ont été très importantes. Après l'indépendance, j'ai rencontré l'association Réarmement moral1, créée au début du xxe siècle, en vue de favoriser la réconciliation des anciens belligérants de la Seconde guerre. Le travail de réconciliation s'est élargi à d'autres pays et a également touché les rapports de classe entre patrons et ouvriers. Ces années ont été incontestablement formatrices pour moi ; il y a eu des rencontres extraordinaires qui avaient pour but de changer le monde, mais l'engagement proprement politique a commencé avec l'assassinat de Martin Luther King en 1963. Cet assassinat a tout simplement signifié qu'on ne pouvait jamais changer le monde. J'ai jugé à ce moment-là que ma place était dans le camp de la bataille et j'ai décidé de me battre. J'ai ainsi chanté une chanson intitulée « Requiem à un apôtre noir », et commencé à militer.

TOUT D'ABORD, JETER DU SEL AUX ZOMBIS

C'est en allant aux États-Unis dans les années 1970, que j'ai pris la mesure d'avoir des radios ou des télévisons communautaires. A mon retour, j'ai discuté de l'importance d'être entendus et d'exister. J'étais vue comme une extra-terrestre. Nous avons monté, sans autorisation, une première radio, Marron et avons obtenu une dérogation après une manifestation que nous avions organisée. Nous avons alors fondé Tropiques FM dont je suis un des membres fondateurs, j'y ai travaillé des années comme bénévole. Cette radio unique dans son genre dans les années 1980 s'est installée dans un studio fait de bouts de ficelles, elle avait néanmoins une audience très large allant de la Bretagne jusqu'en Belgique.

Cette radio diffusait non seulement de la musique mais aussi des émissions. Ainsi, avec un ami, j'ai mis en place une émission qui se nommait « L'union fait l'artiste ». Cette émission avait son importance car elle permettait de faire connaître des personnalités artistiques, que ce soit dans le cinéma, la musique, la musique classique. Ces personnalités étaient des nôtres mais elles n'étaient pas connues par notre propre communauté. On a mis en place une autre émission « Zombi lèvè » du nom d'une de mes chansons qui signifie : « Zombis, levez-vous ». Un zombi désigne celui qui ne sait pas qui il est et qui croit qu'il est ce qu'on dit de lui. Je vais être plus claire en parlant des « assimilés ». Il s'agit de nous dire ce que nous devons être ; de faire de nous des décérébrés, démunis de tout raisonnement et de toute liberté d'action. Selon moi, on nous a pendant longtemps zombifiés, et il y en a encore parmi nous. Au zombi, il faut donner du sel pour qu'il reprenne conscience et se réveille et cette émission avait pour objectif de donner du sel. J'ai commencé par aborder la « civilisation noire », thème inconnu qui a déclenché de nombreux appels. L'émission était écoutée par des Africains, étudiants, membres des ambassades et a été, de ce fait, connue dans plusieurs pays africains. Par la suite, j'ai évoqué les inventions dues à des noirs. Là encore, les choses étaient totalement inconnues à savoir les feux de la circulation, les communications longue distance, le filament de l'ampoule, le procédé frigorifique ... Toutes ces émissions concourraient à la prise de conscience que nous n'étions pas ce qu'on disait de nous, que parmi nous, il y a de tout, comme chez tout le monde : il y a des tarés, des intellectuels, des spirituels...

CRÉER UN MOUVEMENT POUR MONTRER QUE NOUS EXISTONS ET QUE NOUS SOMMES CAPABLES DE NOUS COMPTER

Le succès de Tropique FM se mesurait au standard bloqué pendant nos émissions. On a réalisé qu'une prise de conscience s'opérait au regard des questions et des prises de positions, et on a décidé d'organiser une manifestation pour la libération de Nelson Mandela. C'était la première manifestation pour sa libération qui a été organisée par notre communauté. Je précise bien notre communauté car le PCF en avait organisé une précédemment. On a eu 5000 personnes composée à 80% de basanés. C'était inouï, car les manifestations pour N. Mandela réunissaient habituellement 80% de blancs. Cela a fait la différence et cette manifestation nous a décidés de créer un mouvement de solidarité pour l'un des nôtres où qu'il soit. On a appelé ce mouvement, Mouvement pour une Nouvelle Humanité, M.N.H., qui existe toujours. L'objectif pour nous était de montrer que nous existions et que nous étions capables de nous compter. Si nous étions unis pour une cause bien précise, quelles que soient nos divergences par ailleurs, nous obtiendrions des résultats, parce que toutes les fois que nous l'avons fait, on a eu des succès.

On a saisi l'opportunité donnée par l'élection législative de 1986 reposant en partie sur la proportionnelle pour présenter des candidats en Seine St Denis. En étant inconnus et en ne disposant d'aucun appui médiatique, on a tout de même récolté 4366 voix. Notre slogan était : « Nous voulons être là où les décisions se prennent pour nous ». Je crois que Jacques Chirac nous a entendus, en créant très rapidement en Seine St Denis une association avec les nôtres qui étaient de leur côté. Il a nommé ensuite Lucette Michaux-Chevry au gouvernement. Lorsque le PS est revenu au pouvoir, il ne pouvait pas faire pire en désignant Roger Bambuck. Il était tout simplement impossible de faire de la politique partisane avec des gens qui sont contre nous. On a présenté plusieurs candidats par la suite.

MENER DES BATAILLES LEGISLATIVES ET JUDICIAIRES

Parallèlement, dans les années 1980 a commencé une réflexion sur l'esclavage comme crime contre l'Humanité.

Suite Page 11...

[6] De l'église Saint Ambroise à l'église **Saint Bernard** (Paris 18), l'année 1996 retiendra la lutte exemplaire du mouvement des sans- papiers, portée entre autres par l'infatigable Madjiguène Cissé

[7] En 1998, à l'occasion du **150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage** , une marche historique à l'initiative de collectifs antillais, met à l'honneur l'héritage des luttes menées par les peuples d'outre mer contre les pouvoirs coloniaux.

[8] Selmouni c/France : Depuis le 27 juillet 1999, la France est le seul Etat de l'Union Européenne condamnée pour des faits de «torture» par la Cour européenne des droits de l'homme. L'Arrêt unanime des dix-sept magistrats, rappelle à la France le respect de l'article 3 de la Convention européenne qui dispose : «nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants»

...Suite de la page 10

Elle a été notamment initiée par un avocat martiniquais, Marcel Manville, très connu des Algériens pour avoir été l'avocat du FLN. A ses côtés, se trouvait entre autres l'indépendantiste guadeloupéen Luc Reinette.

Avec le COFFAD, Collectif des Fils et des Filles d'Africains Déportés, nous nous sommes adressés à une députée PCF de la Réunion, Huguette Bello qui avait déjà déposé une proposition de loi pour la reconnaissance de l'esclavage et de

la colonisation comme crimes contre l'humanité. A l'arrivée de Jospin au pouvoir, elle a jugé qu'il valait mieux que cette proposition soit portée par un socialiste ou un très proche du PS. Nous sommes allés à la rencontre de Christiane Taubira pour cette raison. Si dans un premier temps, elle ne pouvait pas le faire, il y a eu en 1998 une grande manifestation à la mairie du 20e arrondissement de Paris qui a changé la donne ; la salle était archi-comble. Assani Fassassi, président du COFFAD a pris la parole en insistant sur la qualification de crime contre l'Humanité. Pour les élus, George Paul-Langevin, Michel Charzat, il était hors de question d'entendre parler d'une telle reconnaissance. Ils étaient outrés par de tels mots. Il y a eu même une standing ovation lorsqu'il a terminé son discours. C'est à ce moment-là, que C. Taubira s'est acheté des livres vendus par AfrikaMaat et a déclaré qu'elle allait se mettre au travail. Et nous, toutes les associations, l'avons beaucoup soutenue.

En 1998, on note un bouillonnement partout à propos de l'esclavage comme crime contre l'Humanité et on décide alors de fêter le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. A cette occasion, il est écrit sur des affiches, des tracts ou sur les dossiers de presse de l'État « Tous nés en 1848 ». Il n'est pas acceptable pour nous de lire que l'éveil a commencé en 1848. Cela veut dire que le peuple n'existait pas avant, et ce n'est rien d'autre qu'une insulte à ce peuple et à nos ancêtres. On décide alors de faire une grande manifestation le 23 mai 1998, organisée par toutes les associations d'Africains et d'Antillais, en France, quelque soit leur taille. Devant le succès de la manifestation, le gouvernement a cherché un leader, ce qui relève de la récupération politique ; la manifestation est devenue alors la propriété d'un petit groupe qui a exclu tous les autres, en l'occurrence, les Africains.

Mais, il y a eu d'autres manifestations, dont on a moins parlé, qui n'ont certes pas réuni 30 000 ou 40 000 personnes, mais qui ont été tout de même de grandes manifestations. Il y a encore des films de ces manifestations. On a décidé par la suite de rejoindre le Mouvement des Indigènes de la République.

L'autre grand volet de notre combat est judiciaire en intentant des procès contre Alain Finkielkraut pour des propos racistes qu'il a tenus sur la population antillaise, contre la vente des archives de l'esclavage. Ces ventes, devenues une mode n'étaient rien d'autre, pour le COFFAD et le MNH, qu'une revente de nos ancêtres. Le premier procès a eu lieu à Lyon où nous avions un réseau militant important et où nous avons obtenu l'annulation de la vente. On a gagné un procès contre Alain Huyghes-Despointes un béké martiniquais pour propos racistes et incitation à la haine raciale, tenus dans l'émission de « Canal + » intitulée « Les derniers maîtres de la Martinique ». Il a fait appel jusqu'à la cassation. Tenez-vous bien, les juges en cassation ont même déclaré que la loi Taubira était une loi « normative » et à ce titre, elle n'était pas valable. Mme Taubira, ministre de la Justice a défendu une loi, mais de sa place actuelle, elle ne pouvait la défendre. De manière inédite, nous, le MNH, avons porté plainte nommément contre les magistrats de la Cassation pour racisme et incitation à la haine raciale. Cette plainte qui est en cours, mais on n'en parle pas.

Il y a aussi le procès intenté contre un chercheur négationniste, Olivier Pétré-Grénouilleau pour ses travaux sur l'esclavage. Nous n'avons pas pu aller plus loin, mais nous l'avons empêché de faire une tournée en Guyane, en Guadeloupe ou en Martinique en avertissant tous nos amis de là-bas.

Pour nous, il s'agit de les attaquer sur leur propre terrain, la législation et la justice. Nous utilisons comme armes les leurs.

LE SANS PAPIER, Facinet Cissé

Par folie ou par raisonnement, il avait coupé aux ciseaux, coupé au carré, en petits morceaux de carton tous ses « papiers » : carte d'identité, passeport, titre de séjour, assurances, carte d'étudiant, relevé d'identité bancaire, chèques, carte vitale, attestation de CMU, carte d'auteur : plus aucune carte, plus de nom, plus de vie, plus de sens, ou sans dessus dessous la vie dans tous les sens. Il les avait déchirés comme pour balancer ses déchirures et son identité à la carte à la face de ce monde empesté de propreté, de propriété et d'appropriation administratives ; il voulait déchirer le monde en se déchirant ainsi, en finir avec les ordonnances et l'ordre tout court, se mettre à l'écart, écarteler son identité, être sans carte, être étranger à tout pays, être un étranger sans pays, consommer et ne pas payer, se barrer sans être mal barré : il serait nègre comme Rimbaud, d'aucune nationalité prévue par les chancelleries comme Césaire, apatride comme Ghérasim, sans savoir de quel tissu est faite sa chair comme Gullar, se faire 150 000 000 comme Maïakovski, pour être tout simplement de la race qui a le coeur rouge et toutes les nuances du jour et de la nuit. Dans la rue, il confiait un bout de lui à chaque passant qui devenait garant de sa personne ; il conviait chaque passant à faire de même. D'aucuns se méfiaient de ce croisement, d'autres faisaient de ce croisement une rencontre équivoque, il apportait le sourire à celles-ci, le rire à ceux-là, le fou rire ou la folie à ces derniers, on en était fou ou on le fuyait, il devenait parfois fou ou furieux, on le disait fou allié, il fut fou et on l'enferma avec fermeté parmi d'autres folies ordinaires Mais dehors on avait fini par croire en lui, on avait fini par le croire et le crier sur tous les toits, prophète sans livre ni livret qui s'était perdu dans sa quête de délivrance. Les gens commençaient à sortir des bouts de papier de leurs jeans pour se les échanger. Un mouvement voyait le jour de jour comme de nuit, au boulot dans le métro ou en boîte de nuit. La police ne savait que faire de ces étranges, de ses rangées de rongeurs qu'on arrêtait sans pouvoir les ranger. Les centres de rétention ne pouvant les retenir, un nouveau statut vit le jour : celui de citoyen(s) des bouts du monde.



A propos de l'auteur

Facinet Cissé Guinéen. Ecrivain boulimique et protéiforme, Facinet compte déjà à son actif plusieurs publications (poèmes, récits, théâtre...). Sa poésie est une quête incessante de parole où les mots glissent d'un lieu à l'autre sans passeport et sans déclarer leur raison d'être. Il accouche d'une langue qui porte sa propre marque de fabrique, espace sonore et sensible, une langue de rythme et de pensée. Auteur mort-né, paradis confisqué suspendu quelque part au-dessus de l'Atlantique, entre là-bas (la Guinée, son pays natal) et l'ici (la France, son pays fatal, comme il en rit jaune, où adolescent il fut largué pour poursuivre sa scolarité). L'interprétation, où il s'agit de s'impliquer musculairement, y tient une place primordiale : car sa poésie est aussi un état.

[10] **Lois Sarkozy -Perben II - Dati** (Aménagement pénal réduit - le plaider coupable -délation - automaticité des peines plancher etc..)

[11] La répression policière des révoltes de Villiers le Bel a mis en évidence un ordre juridique racial intrinsèque au système politique ainsi que la subordination des juges au pouvoir policier ; ce Régime d'exception à permis la condamnation de trois habitants de Villiers le Bel sur la base de témoignages anonymes, invérifiables, sollicités, achetés et utilisés par la police: L'inquisition policière est née!

[12] 2009 sera marqué par le Liyannaj Kont Pwofitasyon, ou abrégé en LKP (« Collectif contre l'exploitation outrancière » en français) ; Ce collectif guadeloupéen qui regroupe une cinquantaine d'organisations syndicales, politiques et culturelles de la Guadeloupe. est à l'origine de la grève générale de 2009 qui a touché l'île entre le 20 janvier et le 4 mars.

ENTRETIEN AVEC AMAL BENTOUNSI

Amal Bentounsi, depuis l'assassinat de son frère en avril 2012, d'une balle dans le dos, tirée par un policier, mène un double combat. Le premier combat est celui de l'obtention de la justice alors que ce policier est poursuivi pour homicide volontaire – chef d'inculpation assez rare pour un policier – tout en bénéficiant d'un maintien dans ses fonctions. Le second de ces combats porte sur l'impunité de fait accordée aux crimes policiers. Ce qu'elle fait en répertoriant les crimes policiers sur le site Urgence, notre police assassine ainsi qu'en se rapprochant de familles d'autres victimes de crimes policiers,. Dans cet entretien, elle revient sur cette expérience douloureuse qui l'a transformée en combattante.

Un « processus d'extermination mentale » avait commencé avant l'assassinat.

Mon frère, Amine, tentait de se soustraire à un contrôle d'identité au moment où il a été assassiné. Il lui restait quelques mois à faire à la Maison d'arrêt de Châteaudun, mais il ne supportait plus l'incarcération. La prison l'avait broyé depuis sa plus tendre enfance, lui qui a été, à 13 ans, le plus jeune prisonnier de France. Ce n'est pas un record dont on peut être fier. La décision de mettre un enfant de 13 ans en mandat de dépôt a mis en route ce que je nomme le « processus d'extermination mentale ». J'ai récupéré des écrits de lui, où il explique : « Moi, le plus jeune prisonnier de France, j'ai été jeté aux loups, parmi des violeurs, parmi des braqueurs … ». Comment demander à un jeune de 13 ans de sortir de là avec toute sa tête. Sans compter qu'on ne lui a fait aucun cadeau dans tous ses procès : c'était des 5 ans, des 10 ans pour des affaires, où certes il y avait des armes, mais jamais de violence. Mon petit frère a donc été assassiné deux fois : une première fois à 13 ans ; la seconde fois, physiquement, par un policier, qui lui a coupé la vie alors qu'il était en train de fuir précisément vers la liberté, vers la vie.



21 mars 1984, Paris - Premier rassemblement des mères, surnommées les « Folles de la place Vendôme ». © Photo agence IM'média

vIgnominie suprême, on l'a rendu coupable de sa propre mort. Mais c'est le cas pour toutes les personnes de « seconde zone » – l'expression est violente – à savoir les noirs, les arabes, les jeunes de quartier. Les morts sont rendus coupables à titre posthume avec cette formule : « Il était bien connu des services de police ». C'est le procès du mort qui est fait en lieu et place de celui du policier.

Les familles entre mépris, déni de justice et nécessité de se battre

Manuel Valls, une semaine après son entrée en fonction, est venu soutenir les policiers du commissariat où exerçait le policier qui a assassiné mon frère. Ce n'est rien d'autre qu'un bras d'honneur à la famille, qui n'a droit à aucun geste de respect. Combien de familles souffrent et demandent que justice soit faite, depuis 2 ans, 5 ans, et cela, sans être entendues. L'Etat ne nous entend pas. Dans certains cas, des comptes-rendus de médecins légistes sont brouillés pour dissimuler des preuves. Si les familles ne font pas elles-mêmes le travail d'investigation, on noie le poisson et ça passe comme une lettre à la poste. Cet été, après la mort de mon frère, il y a eu 5, 6 morts et on s'est rendu à chacune des manifestations pour soutenir les familles, leur dire comment ça se passe, ce qu'il faut faire. Beaucoup d'affaires n'ont pas de suites judiciaires, on ne sait même pas où en est l'enquête. En ce qui concerne notre cas, on a eu de la chance car il y a des témoins. On a bénéficié d'une certaine médiatisation et surtout il y a eu ma pugnacité car j'ai maintenu la pression. Mais si la famille n'avait pas été là, cela aurait été la version du policier, selon laquelle mon frère avait une arme, qui l'aurait emporté.

Qui tient les rênes du pouvoir ?

Le gouvernement, la Justice ou les syndicats de policiers ?

Comment peut-on alors nous parler de justice impartiale et pour tous ? Dans certaines décisions de justice, la Justice est-elle vraiment libre ? Pourquoi ce policier bénéficie-t-il de mesures exceptionnelles en ayant été muté et en continuant à toucher son salaire ? M. Valls demande que la justice soit plus ferme que ferme avec les voyous lorsque des policiers se font tuer en course poursuite. Qu'il demande qu'elle soit triplement plus ferme lorsque ce sont des policiers qui sont mis en cause. Ils sont censés nous protéger. Mais qui nous protège d'eux ? La police peut tout se permettre et c'est précisément le message qu'envoient la Justice et les gouvernements. Au jour d'aujourd'hui, on peut nous tuer, nous humilier, nous mépriser en toute impunité, l'Etat reste aveugle, la justice reste aveugle et nous ignorent. Les décisions de justice sont en train de créer dans la tête des policiers et des policiers à venir un sentiment d'impunité. C'est qu'en fait, il existe en France un lobby, les syndicats de policiers qui sont très puissants. Ainsi, à la suite de l'inculpation du policier qui a assassiné mon frère, les policiers ont organisé des manifestations sans autorisation préalable. Qui plus est contre une décision de justice. Cela veut dire qu'ils peuvent tout se permettre. C'est une manifestation de puissance. Le gouvernement est-il vraiment celui qui tient les rênes du pouvoir ? Le ministre de l'Intérieur serait-il une marionnette des policiers ? Oui, il est une marionnette qui ne décide pas ; les grandes décisions, ce sont les syndicats de policiers qui les prennent. Si ce n'était pas le cas, je pense que les policiers meurtriers auraient été jugés et envoyés en prison, comme n'importe quel citoyen lambda. Que l'Etat nous dise honnêtement qu'il ne peut rien sans les policiers et contre les policiers. Ce qui me dérange ce n'est pas que ces syndicats soient puissants, mais que le gouvernement courbe l'échine et recule devant les syndicats policiers.

J'appelle à ce qu'il y ait dans chaque quartier …

Des meurtres de noirs et d'arabes continueront ; ils ont commencé depuis belle lurette ; ils continueront tant qu'on ne dira rien. Un Jean-Marie Durand est arrêté pour ivresse au volant, il sait qu'il ne va pas mourir ; par contre, celui qui s'appelle Ali Ziri, lui, peut très bien mourir et c'est ce qui est arrivé. Ces policiers peuvent se permettre des choses avec une certaine communauté, avec une certaine population. Ils savent que dans notre communauté, on a tellement été habitués à être discrets, à penser qu'on n'était pas chez nous. Ils savent qu'on n'est pas assez solidaires entre nous, même si nous sommes importants en nombre. En plus, les gens se disent que ces affaires concernent des voyous. Mais ils font une erreur. Je reçois sur le site Urgence, notre police assassine des messages de jeunes hommes contrôlés et tabassés alors qu'ils pensaient avoir des droits. Ces gens-là ne trouvent pas d'écoute, ne savent pas où aller se plaindre. Les policiers savent que certaines personnes vont peut-être porter plainte, mais que les autres, majoritairement, ne le feront pas, par peur d'être fichés, par peur de représailles.

Je dis cela mais une prise de conscience commence même si elle n'est pas encore assez importante. Il y a une nouvelle génération, la troisième génération qui a ses papiers français, qui n'est plus dans cette mentalité de la peur qu'avaient nos parents. Et si on veut que nos enfants n'aient pas ces difficultés avec la police, c'est à nous de nous bouger. On a cette capacité de mener le combat, car il y a des jeunes qui ont des métiers, qui font des études et qui n'ont plus autant peur de la police. Pour l'heure, on n'est pas assez organisés, mais j'appelle à ce qu'il y ait dans chaque quartier, dans chaque ville une association qui suive ce genre de problèmes. Que ce soit les associations comme Stop au contrôle au faciès, comme Vies volées, comme AC le feu. Même si nous sommes dans des structures différentes , c'est tous ensemble qu'on y arrivera et sûrement pas en se tirant dans les pattes.

La lutte est d'autant plus urgente que pour moi, ce qui se passe revient à une « extermination à petit feu ». Certes, on tue en petites quantités, mais quand on fait les comptes, c'est un mort tous les 15 jours, ce qui fait beaucoup de morts pendant une année.